Art. 3. - La date de clôture de la liste des candidatures est fixée au 27 mai 2002.

Tunis, le 17 avril 2002.

Le Ministre de l'Intérieur

Abdallah Kaâbi

Vu

Le Premier Ministre

Mohamed Ghannouchi

**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR**

NOMINATIONS

Par décret n° 2002-830 du 18 avril 2002.

Madame Rim Saied épouse Jebir, architecte principal, est chargée des fonctions de sous-directeur de la planification et des équipements à la direction des instituts supérieurs des études technologiques à la direction générale des études technologiques au ministère de l'enseignement supérieur.

Par décret n° 2002-831 du 18 avril 2002.

Monsieur Wahid Hidri, administrateur conseiller, est chargé des fonctions de chef de service de la coopération internationale et maghrébine à la direction de la coopération multilatérale à la direction générale de la coopération internationale au ministère de l'enseignement supérieur.

Par décret n° 2002-832 du 18 avril 2002.

Monsieur Abdallah Salem, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de chef de service des équipements à la sous-direction de la planification et des équipements à la direction des instituts supérieurs des études technologiques à la direction générale des études technologiques au ministère de l'enseignement supérieur.

Par décret n° 2002-833 du 17 avril 2002.

Les maîtres de conférences, dont les noms suivent, sont nommés professeurs de l'enseignement supérieur conformément au tableau suivant :

Nom et prénom	Affectation	Discipline	Date de nomination
Hichem Kallel	Ecole nationale d'ingénieurs de Monastir	Génie électrique	30/11/2001
Letaief Rekik	Faculté de pharmacie de Monastir	Sciences pharmaceutiques	7/12/2001
Mokded Arfa	Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis	Philosophie	14/12/2001

Nom et prénom	Affectation	Discipline	Date de nomination
Jaleddine Saïd	Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis	Philosophie	14/12/2001
Mohamed Sassi	Ecole nationale d'ingénieurs de Monastir	Génie industriel	21/12/2001
Ahmed Hamouda	Institut supérieur de gestion de Tunis	Gestion	26/12/2001
Tijani Najeh	Institut des hautes études commerciales	Sciences économiques	27/12/2001
Abdelakder Chaâbane	Faculté des sciences économiques et de gestion de Sfax	Sciences économiques	27/12/2001
Faouzi Sakli	Institut supérieur des études technologiques de Ksar Hellal	Génie textile	10/1/2002
Nadhir Ben Ammou	Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis	Droit privé et sciences criminelles	15/1/2002
Mohamed Moncef Chaffai	Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis	Droit privé et sciences criminelles	15/1/2002
Ezzeddine Majdoub	Faculté des lettres et des sciences humaines de Sousse	Langue, lettres et civilisation arabes	17/1/2002

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 2002-834 du 17 avril 2002, portant augmentation du taux maximum des prêts octroyés aux petits agriculteurs dans certaines régions dans le cadre de l'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture pour l'acquisition du matériel d'irrigation agricole.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu la loi n° 63-17 du 27 mai 1963, portant encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture,

Vu le code d'incitation aux investissements promulgué par la loi n° 93-120 du 27 décembre 1993, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment la loi n° 2001-82 du 24 juillet 2001,

Vu le décret n° 94-427 du 14 février 1994, portant classification des investissements et fixant les conditions et les modalités d'octroi des encouragements dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 2001-2186 du 17 septembre 2001,

Vu le décret n° 94-489 du 21 février 1994, fixant les taux minimum de fonds propres, tel que modifié par le décret n° 99-472 du 1^{er} mars 1999,

Vu le décret n° 95-793 du 2 mai 1995, réglant l'encouragement de l'Etat au profit des petits agriculteurs et des petits pêcheurs, tel que modifié par le décret n° 99-2026 du 13 septembre 1999,

Vu le décret n° 2001-419 du 13 février 2001, fixant les attributions du ministère de l'agriculture,

Vu l'avis des ministres des finances et du développement économique,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier. - Est augmenté, jusqu'à la fin de l'année 2002, le taux maximum des prêts octroyés aux petits agriculteurs dans certaines régions, dont la liste est fixée par arrêté du ministre de l'agriculture, dans le cadre de l'encouragement de l'Etat au développement de l'agriculture pour l'acquisition du matériel d'irrigation agricole, comme suit :

- l'acquisition du matériel d'irrigation agricole : 74% du montant de l'investissement.

Art. 2. - Les ministres de l'agriculture, des finances et du développement économique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 17 avril 2002.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 2002-835 du 18 avril 2002.

Monsieur Samir Daoud, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de sous-directeur de la préparation du budget d'équipement à la direction générale du financement, des investissements et des organismes professionnels relevant du ministère de l'agriculture.

Par décret n° 2002-836 du 18 avril 2002.

Monsieur Tijani Aljene, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de sous-directeur des crédits agricoles à la direction générale du financement, des investissements et des organismes professionnels relevant du ministère de l'agriculture.

MINISTERE DE L'EDUCATION

MAINTIEN EN ACTIVITE

Par décret n° 2002-837 du 17 avril 2002.

Monsieur Mohamed Ameer Ismaïl, inspecteur général de l'éducation, est maintenu en activité pour une période d'une deuxième année, et ce, à compter du 1^{er} mai 2002.

MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES

Décret n° 2002-838 du 17 avril 2002, portant homologation des procès-verbaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat du gouvernorat de Kairouan (délégation de Kairouan Nord).

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret du 18 juin 1918, relatif à la gestion et à l'aliénation du domaine privé immobilier de l'Etat et notamment ses articles 1^{er} (paragraphe 2 de l'alinéa 2) et de 5 à 12,

Vu le code des droits réels et notamment ses articles 16, 17, 18, 19, 22 et 23,

Vu la loi n° 92-44 du 4 mai 1992, portant transfert de certaines attributions des ministres des finances et de l'agriculture au ministre chargé des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 90-999 du 11 juin 1990, fixant les attributions du ministère des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu le décret n° 93-1835 du 6 septembre 1993, relatif à la délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat dans les délégations du gouvernorat de Kairouan,

Vu les procès-verbaux relatifs aux travaux de la commission de reconnaissance et de délimitation des terrains relevant du domaine privé de l'Etat sis au gouvernorat de Kairouan en date du 7 février 2002.

Décète :

Article premier. - Sont homologués, les procès-verbaux susvisés, ci-joints, déterminant la consistance et la situation juridique des immeubles relevant du domaine privé de l'Etat, sis au gouvernorat de Kairouan (délégation du Kairouan Nord), indiqués aux plans annexés au présent décret et au tableau ci-après :